



Expertise Comptable - Audit & Conseil

**LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT
DU LOIR-ET-CHER**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

RMA Audit

Siège social • 1, route des Deux Lions • 37200 Tours • 02 47 71 50 50 • tours@rma-ec.fr

RMA Audit • SAS au capital de 133 518,75€ • RCS TOURS 342 934 502 • N° TVA intracommunautaire FR81342934502
Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables Région Centre Val de Loire
Société de Commissaires aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

www.rma-ec.com

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU LOIR-ET-CHER

Association Loi de 1901
Siège social : 10 Allée Jean Amrouche – BP 11003
41010 BLOIS CEDEX

SIRET N° 775 370 240 00035

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale,

I – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU LOIR ET CHER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Nous attirons votre attention sur l'information fournie dans l'annexe au titre d'une incertitude significative.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Fais caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Césure d'exercice : nous avons porté une attention particulière aux travaux de rattachement des produits et charges à l'exercice ;
- Nous avons vérifié la correcte appréhension et transcription des informations décrites en annexe des comptes annuels, notamment en ce qui concerne la présentation des comptes en valeurs historiques.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidence et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le « gouvernement d'entreprise » relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil fédéral.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

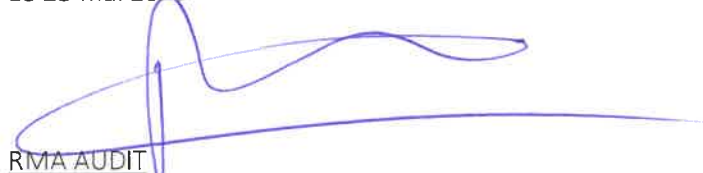
L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à TOURS,
Le 23 mai 2025



RMA AUDIT
Société de commissaires aux comptes
Représentée par Ludovic BEAUJARD
Directeur Général - Associé

BILAN

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	2 476	2 476		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	60 700	57 191	3 509	6 338
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	10 000		10 000	10 000
Autres titres immobilisés				
Prêts	12 500		12 500	12 500
Autres immobilisations financières	50		50	50
Total I	85 725	59 666	26 059	28 888
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances cts., adhé., usagers et cpt. Rattachés	183 861	5 666	178 195	278 230
Autres créances	203 754		203 754	194 163
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	133 696		133 696	122 728
Charges constatées d'avance	21 571		21 571	21 150
Total II	542 883	5 666	537 216	616 271
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	628 608	65 333	563 275	645 159

Rubriques	Montant brut	Montant net N
Engagements reçus		
Legs nets à réaliser :		
Acceptés par les organismes stat. compétents ;		
Autorisés par l'organisme de tutelle ;		
Dons en nature restant à vendre.		



Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	226 904	226 904
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	56 985	56 985
Autre		
Report à nouveau	(64 632)	(16 980)
Excédent ou déficit de l'exercice	(47 055)	(47 652)
Situation nette (sous total)	172 203	219 258
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	172 203	219 258
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	12 479	43 817
Total III	12 479	43 817
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	311	18 540
Emprunts et dettes financières divers		10 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	173 911	155 567
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	68 794	77 100
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 222	41 966
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	116 357	78 911
Total IV	378 594	382 084
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	563 275	645 159



BILAN ASSOCIATION COMPARATIF

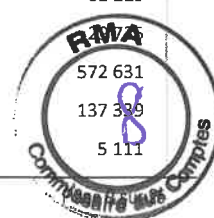
Actif						
Rubriques		% du poste	% de l'actif		% du poste	% de l'actif
Immobilisations incorporelles		0%	0%		0%	0%
Immobilisations corporelles	3 509	13%	1%	6 338	22%	1%
Immobilisations financières	22 550	87%	4%	22 550	78%	3%
Actif immobilisé	26 059	100%	5%	28 888	100%	4%
Stocks		0%	0%		0%	0%
Créances	381 949	74%	68%	472 393	79%	73%
Disponibilités	133 696	26%	24%	122 728	21%	19%
Actif circulant	515 645	100%	92%	595 121	100%	92%
Comptes de régularisation	21 571	100%	4%	21 150	100%	3%
TOTAL ACTIF	563 275		100%	645 159		100%

Passif						
Rubriques		% du poste	% du passif		% du poste	% du passif
Fonds propres	219 258	127%	39%	266 910	122%	41%
Résultat de l'exercice	(47 055)	-27%	-8%	(47 652)	-22%	-7%
Autres fonds associatifs		0%	0%		0%	0%
Capitaux propres	172 203	100%	31%	219 258	100%	34%
Fonds dédiés			0%			0%
Provisions pour risques et charges	12 479	100%	2%	43 817		7%
Emprunts et dettes financières	311	0%	0%	28 540	9%	4%
Autres dettes	261 926	100%	47%	274 633	91%	43%
Dettes	262 237	100%	47%	303 173	100%	47%
Comptes de régularisation passif	116 357	100%	21%	78 911	100%	12%
TOTAL PASSIF	563 275		100%	645 159		100%



COMPTES DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	39 422	52 869
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	592 035	658 749
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	400 524	408 192
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 454	1 103
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	100 536	79 963
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	128	731
Total (I)	1 134 098	1 201 608
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	300	788
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	300	788
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 750	4 590
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total (III)	15 750	4 590
Total des produits (I+II+III)	1 150 149	1 206 986
Solde débiteur = Déficit	47 055	47 652
Total général	1 197 204	1 254 638
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	353 533	412 967
Aides financières	63 036	62 229
Impôts, taxes et versements assimilés	34 130	
Salaires et traitements	564 663	572 631
Charges sociales	150 975	137 339
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 148	5 111



Dotations aux provisions	1 064	6 796
Report en fonds dédiés		
Autres charges	22 363	23 905
Total (I)	1 193 910	1 250 713
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	91	257
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	91	257
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		3 668
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 203	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total (III)	3 203	3 668
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	1 197 204	1 254 638
Solde créditeur = Excédent		
Total général	1 197 204	1 254 638

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		21 261
Prestations en nature	6 106	5 196
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES	6 106	26 458
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		5 196
Prestations en nature		
Personnel bénévole	6 106	21 261
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS	6 106	26 458



COMPTES DE RESULTAT COMPARATIF

Rubriques	N	N-1	Variation
Cotisation	39 422	52 869	(13 448)
Vente de biens			
Ventes de prestations de service	592 035	658 749	(66 715)
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits de tiers financeurs	400 524	408 192	(7 668)
Ressources liées à la générosité du public	1 454	1 103	352
Contributions financières			
Reprise sur provisions, amortissements et transfert de charge	100 536	79 963	20 573
Utilisation des fonds dédiés			
Autres produits	128	731	(604)
Produits d'exploitation	1 134 098	1 201 608	(67 509)
Achats de marchandises (et droits de douanes)			
Variations de stock de marchandises			
Autres achats et charges externes	353 533	412 967	(59 434)
Aides financières	63 036	62 229	807
Impôts, taxes et versements assimilés	34 130	29 735	4 394
Salaires et traitements	564 663	572 631	(7 968)
Charges sociales	150 975	137 339	13 635
Dotations aux amortissements et provisions	5 212	11 907	(6 696)
Report en fonds dédiés			
Autres charges	22 363	23 905	(1 542)
Charges d'exploitation	1 193 910	1 250 713	(56 803)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(59 812)	(49 105)	(10 707)
Produits financiers	300	788	(487)
Produits exceptionnels	15 750	4 590	11 159
Charges financières	91	257	(166)
Charges exceptionnelles	3 203	3 668	(465)
Impôt sur les bénéfices			
BÉNÉFICE OU PERTE	(47 055)	(47 652)	596



PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

1. Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social

La Ligue de l'Enseignement du Loir et Cher a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.
Elle fédère et rassemble des personnes morales et des membres animés du même esprit.

Missions sociales

Elle participe à l'élaboration démocratique et à la mise en œuvre des politiques publiques d'éducation, de formation, d'action culturelle, sportive et sociales, en ce qu'elles favorisent sur le territoire départemental une réelle garantie des droits civils et politiques, économiques et sociaux, des libertés fondamentales et du progrès de la démocratie.

Moyens mis en œuvre et ressources

Elle accompagne l'action et conseille les associations locales.
Elle favorise le développement des associations et des groupements affiliés.
Elle peut se doter, sur proposition du conseil d'administration et décision de l'assemblée générale, de structures adéquates pour favoriser la rencontre et le débat entre citoyens ou pour gérer un domaine d'activité dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre de son objet social.

2. Principes généraux

Règles et méthodes comptables

L'exercice clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Faits caractéristiques

Au cours de l'exercice, deux communes ont mis fin au contrat qui les liait à la Ligue de l'Enseignement du Loir et Cher pour l'animation de leur centre de loisirs, l'une à effet au 31/08/24 et l'autre au 31/12/2024. Les personnels affectés à ces deux centres ont été transférés aux repreneurs de l'activité.

En raison de la baisse des ressources en partie liée à la perte de ces deux centres, l'association doit faire face en 2025 à des difficultés qui pourraient fragiliser sa poursuite d'activité. Dans ce contexte elle va mettre en œuvre des actions dans l'année 2025 pour pérenniser son exploitation. C'est la raison pour laquelle l'hypothèse de continuité de l'exploitation a été privilégiée pour établir les comptes de l'exercice clos le 31/12/2024.



Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :**Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	5 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Une provision pour créances douteuses d'un montant de 5 666 euros a été comptabilisée au 31/12/2024.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.35%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 12 479 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Au 31 Décembre 2024, il n'existe pas de fond dédié.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.



VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	226 904				226 904
Ecart de réévaluation					
Réserves	56 985				56 985
Report à nouveau	(16 980)			47 652	(64 632)
Excédent ou déficit de l'exercice	(47 652)	47 652	(47 055)		(47 055)
Situation nette	219 258	47 652	(47 055)	47 652	172 203
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	219 258	47 652	(47 055)	47 652	172 203



EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations en nature	
Personnel bénévole	6 106
TOTAL	6 106

Ressources des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Bénévolat	
Prestations en nature	6 106
Dons en nature	
TOTAL	6 106



VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens	13	
Employés	12	
Ouvriers		
TOTAL	27	



CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	74 026
Dettes fiscales et sociales	32 804
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	706
TOTAL	107 536



PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	27 371
- Autres créances	5 649
<i>dont avoirs à recevoir</i>	4 087
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	33 020



TRANSFERT DE CHARGES

Rubrique	Montant
Transferts de charges d'exploitation	
Refacturation Fournitures	951
Refacturation Copies	2 957
Refacturation locaux	2 803
Refacturation Affranchissements	1 032
Mise à dispo de personnel	38 092
Service civique - versement ASP	8 023
Service civique - Mise à dispo	9 533
Refacturation de frais	420
Refacturation Frais de déplacements/Réception	1 640
Refacturation Téléphones-Internet	3 311
Sous total Exploitation	68 759
Transferts de charges financières	
Sous total Financières	0
Transferts de charges exceptionnelles	
Sous total Exceptionnelles	0
TOTAL	68 759



PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	43 817		31 338	12 479
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	43 817		31 338	12 479

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	5 042	1 064	439	5 666
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	5 042	1 064	439	5 666
TOTAL GÉNÉRAL	48 859	1 064	31 777	

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 500	12 500	
Autres immobilisations financières	50	50	
Total de l'actif immobilisé	12 550	12 550	
Clients douteux ou litigieux	5 666	5 666	
Autres créances clients	178 195	178 195	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	62	62	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 500	1 500	
Etat – Divers	146 110	146 110	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	54 347	54 347	
Total de l'actif circulant	385 880	385 880	
Charges constatées d'avance	21 571	21 571	
TOTAL	420 001	420 001	

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	311	311		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	173 911	173 911		
Personnel et comptes rattachés	30 434	30 434		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 786	36 786		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 574	1 574		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	9 880	9 880		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	116 357	116 357		
TOTAL	369 252	369 252		

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations				
Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	2 476			2 476
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers	13 920			13 920
Matériel de transport	7 880			7 880
Matériel de bureau, informatique et mobilier	34 230	1 320		35 549
Emballages récupérables et divers	3 350			3 350
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	59 380	1 320		60 700
Participations	10 000			10 000
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	12 550			12 550
Total des immobilisations financières	22 550			22 550
TOTAL	84 406	1 320		85 725

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	2 476			2 476
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers	13 920			13 920
Matériel de transport	7 880			7 880
Mat de bureau et informatique, mobilier	29 967	3 031		32 999
Emballages récupérables et divers	1 275	1 117		2 392
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	53 042	4 148		57 191
TOTAL	55 518	4 148		59 666

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Charges constatées d'avance	21 571	
Produits constatés d'avance		111 518
Produits constatés d'avance Affiliations		4 838
TOTAL	21 571	116 357

